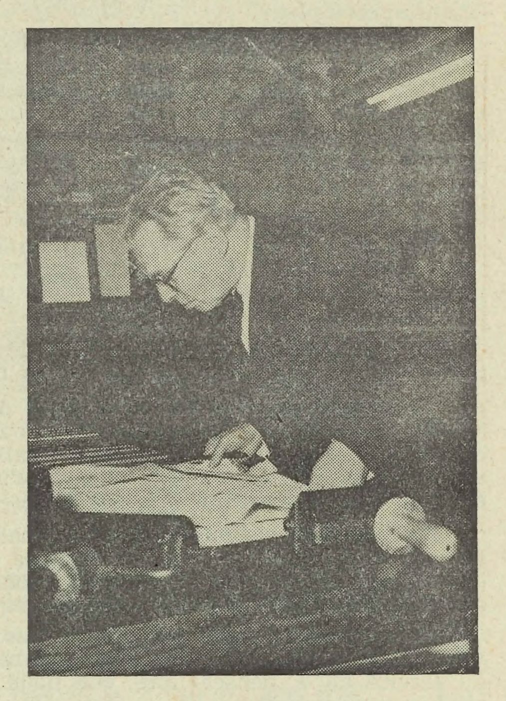
14e année - N° 129 L'ex. 0,60 F. 15 décembre 1965

CONTRE COURANT

Le périodique de la question sociale

Du marbre de l'imprimerie
l'animateur de « Contre-courant »



Louis LOUVET

1966

sollicite

VOTRE RÉABONNEMENT ou votre ABONNEMENT selon le cas

Lire « DEUX MOTS AUX AMIS » (pages 2, 3 et 4)

DEUX MOTS AUX AMIS

Avec ce numéro 129 s'achève la série à paraître en 1965. Elle aura compris pour nos abonnés *quinze numéros* (soit 360 pages) plus deux suppléments : *Les Preuves* de Rassinier et *De Gaulle tout nu* de Paul Lapeyre (110 pages).

C'est un bilan positif, représentant un travail considérable, qui n'a été possible financièrement que par le rendement intéressant du service de librairie et l'afflux des dons volontaires d'un grand nombre de nos amis, dès le départ, dont je n'ai pu dresser qu'une première liste, parue dans le numéro 119 et que je vais essayer de compléter dans le 130 où je dois publier un compte rendu financier complet.

Revers de la médaille : le millier d'abonnés n'est pas encore atteint, on l'approche ; la correspondance a souffert des travaux divers auxquels je suis astreint, que l'on ne me tienne pas rigueur.

En sollicitant le réabonnement pour 1966 de tous ceux qui ont permis ce satisfaisant retour à la vie de notre périodique, je crois devoir indiquer les grandes lignes du programme pour l'année nouvelle :

1°) Parution sur 32 pages, au lieu de 24, au même rythme que l'an dernier. Même présentation mais suppression des pages couleur, plus onéreuses. Suppression provisoire sans doute ;

2°) Numéros comportant des études sur des sujets particuliers, détachables, pouvant être diffusés à part ;

3°) Publication de deux numéros doubles, l'un sur Michel Bakounine (64 pages sous couverture), l'autre contenant un court roman de Jules Vallès, qui provoqua des histoires en son temps, et n'eut qu'une seule édition épuisée depuis quarante ans (64 pages également) ;

4°) Insertion systématique d'un catalogue de librairie *spécialisé dans la sociologie* (anciennes et nouvelles éditions) avec rubrique concernant la recherche d'ouvrages difficiles à se procurer uniquement au service des abonnés.

Ce court aperçu indique que je vais m'efforcer, avec votre aide, de perfectionner l'instrument de propagande, au service de la pensée libre, que nous avons remis ensemble sur les rails.

Je terminerai en vous incitant les uns et les autres à parler autour de vous de *Contre-courant,* à lui trouver de nouveaux abonnés, aussi difficile que soit la tâche.

Aussi, pour ceux qui le peuvent, leur participation au « coup d'épaule », de nouveau nécessaire l'an prochain, malgré les résultats appréciables dont je fais état aujourd'hui.

Et merci pour votre effort, pour cette fois encore savez-vous, comme diraient nos amis de Bruxelles. — *L.L.*

VOUS AVEZ REÇU « CONTRE-COURANT »

sans avoir rien demandé, et cela à plusieurs reprises. Ces envois vous ont fait plaisir ou irrité. Selon le cas, je vous dois une explication.

Le 15 avril dernier était demandé à nos abonnés, sous le vocable « opération Boule-de-Neige », des listes d'adresses concernant des personnes susceptibles de s'intéresser à notre périodique et aux idées qu'il expose. Les tarifs de publicité étant inabordables restait seul cet antique moyen de faire connaître le journal et, si possible, de le faire adopter en dehors du cercle, fatalement restreint, des amis de toujours.

L'appel ne fut pas vain. Des centaines d'adresses nous sont parvenues. S'ajoutant à celles que nous possédions déjà, un fichier de plusieurs milliers de noms fut ainsi constitué et, parmi ceux-là, le vôtre !

Je me suis mis au travail. J'ai passé des heures et des heures, de jour et de nuit, au pliage, à la mise sous bande, au timbrage, au routage, à l'envoi des fascicules. Et vous avez reçu deux, trois, quatre fois, parfois plus souvent *Contre-courant*.

La sélection des adresses doit représenter un éventail très large des « familles spirituelles » auxquelles sont censées appartenir les personnes prospectées. Si nous avons réussi, il va des pacifistes aux libres penseurs ou rationalistes, des syndicalistes autonomes à ceux de F.O. et de la C.G.T. (adhérents du Livre et de l'Enseignement sont les plus nombreux), des néo-malthusiens de l'âge héroïque aux partisans du planning familial, des socialistes sans parti pris aux libertaires et anarchistes de tendances diverses, et nous n'avons pas oublié les coopérateurs, les tenants des langues internationales, les abondancistes, tous susceptibles d'apprécier les exposés philosophiques, économiques et sociaux, que diffuse notre périodique.

Si le choix de nos amis, et le nôtre même, a été judicieux, vous vous êtes reconnu parmi les catégories citées et vous connaissez à présent vos voisins.

Quelle fut votre réaction vis à vis de nos envois ? Elle peut être de deux sortes :

1°) Celui-là commence à me barber avec sa feuille que je n'ai pas demandée ! (C'est vrai, elle n'a pas été demandée, elle a été offerte et ne saurait être, à aucun titre, la « carte forcée ».)

2°) C'est intéressant mais... (suivent un certain nombre d'objections constituant des inconvénients) ; ou encore : c'est intéressant, je vais m'abonner (sans que soit dépassé le stade de l'intention).

AUX PREMIERS je dis : « Tenez compte de l'effort accompli, des frais engagés — par erreur en ce qui vous

concerne — et faites-moi l'amitié de *refuser au facteur* ou de *déposer* à l'occasion *au bureau de poste le prochain envoi*. C'est un effort minime qui fera cesser une visite intempestive. »

AUX SECONDS : « Si vous jugez *Contre-courant* digne d'intérêt, voyez dans quelles conditions vous pouvez l'aider à se développer. Et je vous engage, par ces lignes, *en vous abonnant,* à vous joindre aux centaines d'amis qui vous ont précédé. »

En vous y invitant je puis vous assurer que je ne recherche ni but lucratif ni distinction quelconque. C'est une anomalie sans doute, il faut l'accepter telle, elle est vérifiable au travers des quarante années — et plus — de militantisme que j'ai derrière moi. J'ai pris un flambeau, je le maintiens pour l'heure, je le transmettrai, je l'espère bien. N'y voyez rien d'autre. C'est sans doute un vice, mais qui n'a pas le sien ?

Ceci dit je n'ai plus qu'à attendre votre décision en espérant qu'elle sera favorable.

Louis LOUVET,
animateur de *Contre-courant*.

COMMUNIQUE

MOUVEMENT POUR L'ALLOCATION NATIONALE (Revenu social). — Approuvez-vous la destruction des biens de consommation au lieu de leur distribution ? Pensez-vous que l'abondance doit créer le marasme, le chômage, l'insécurité et la misère ? Pensez-vous que seules les guerres peuvent résoudre les crises économiques ? Certainement pas !

En revanche, si vous croyez que l'abondance doit être utilisée pour améliorer le niveau de vie général en apportant à tous, sans exception, une amélioration de ressources et plus de sécurité de vie, vous devez demander, avec nous, l'institution de : l'*Allocation nationale* (revenu social).

Le M.A.N. réclame l'institution immédiate d'une allocation minimum de 100 NF par mois et par personne, soit : 100 F par mois pour un célibataire, 200 F par mois pour un ménage sans enfant, 300 F par mois pour un ménage avec 1 enfant, 400 F par mois pour un ménage avec 2 enfants, etc.

Sans versements, sans formalités, sans enquête, cette allocation serait versée à tous *sans exception* et serait ainsi la première mesure concrète de solidarité générale amorçant une véritable transformation sociale.

Si vous êtes intéressé par cette idée qui a déjà rencontré un écho très favorable auprès de personnalités les plus diverses et si vous désirez recevoir gratuitement et sans engagement une petite documentation, écrivez à *Beaughon Albert, Bellenaves (Allier),* qui vous l'adressera.

CONTRE-COURANT

LE PERIODIQUE DE LA QUESTION SOCIALE

Les amis adresseront tout ce qui concerne le journal et le service des livres, *nominalement*, à Louis LOUVET, 24, rue Pierre-Leroux, Paris (7e). Chèque postal 880-87 Paris. Téléphone SEGur 09-68.

Ce qu'il faut dire

L'AUTORITE MILITAIRE FACE AUX OBJECTEURS. — J'ai l'habitude, depuis un an, de travailler aux toutes premières heures du jour entraîné que je suis, professionnellement, à la vie du « nuiteux ». Tournant le bouton de la radio, un jour de fin novembre, à 6 heures du matin j'apprends sur *Radio-Luxembourg* que les objecteurs de conscience du camp de Brignoles commençaient une grève de la faim de solidarité pour appuyer l'action de leurs camarades transférés quelque temps avant à Uzès. Très brève, l'information ne fut pas renouvelée au cours de la journée. Ni sur ledit poste ni sur les autres. Les quotidiens de Paris, quant à eux, muets sur la question !

J'essayai de me tuyauter auprès d'amis généralement renseignés, mais, à ma grande surprise, ils ne purent guère éclairer ma lanterne, sinon en me renvoyant à la presse amie et à ses informations.

Ne croyez pas que je fusse totalement ignorant des incidents qui ont opposé : « instructeurs », « conseillers » (appelez-les comme vous voudrez) et objecteurs. Aussi aux C.R.S. dont l'urbanité est assez connue pour les dispenser d'une autre désignation. La lecture d'*Espoir* de Toulouse révélait déjà ceci bien avant : « Les vingt objecteurs de conscience emmenés par mesure disciplinaire à la caserne des C.R.S. d'Uzès le 16 octobre, ont entrepris depuis le lundi 15 novembre un jeûne de quinze jours. Ils demandent, on le sait, un service civil totalement indépendant de la Défense Nationale, ce qui ne saurait être le cas dans le cadre de la Protection Civile où ils sont actuellement affectés. Cet organisme ayant été défini par le chef de l'Etat-Major du S.N.P.C. (conférence donnée le 20 mars 1965 devant l'U.N.O.R.) comme un *complément obligatoire de la force de frappe en tant que moyen de dissuasion.* »

Par ce court communiqué le décor est posé. On sait de quoi il retourne et comment, avec une hypocrisie con-

sommée, l'autorité militaire torpille un statut accordé par une loi qui se trouve être *la seule* dont il est jnterdit de parler. Un article de Jean Gauchon, dans *La Voie de la Paix* de novembre précisa ensuite la manière dont se comportent les néo-adjudants de Brignoles et les réactions qu'elle provoquait.

Sur ces entrefaites me parvinrent deux motions. La première était ainsi conçue : « *Les Forces libres de la Paix,* apprenant les événements qui viennent de se dérouler à Brignoles et à Uzès, apprenant que, malgré l'assurance que leur donne la loi sur l'objection de conscience, de n'avoir pas à participer à des travaux d'ordre militaire, les objecteurs se sont vu imposer des tâches dont les fins sont notoirement guerrières, apprenant que, devant leur refus, nombre d'entre eux ont été incarcérés, insultés et frappés, apprenant la grève de la faim qu'ils ont unanimement entreprise en protestation, *Les Forces Libres de la Paix* leur apportent ici leur soutien sans réserve et s'élèvent avec la dernière énergie contre des brutalités policières indignes d'un monde qui se prétend civilisé. » La seconde, plus vigoureuse dans les termes, émanait de la *Fédération anarchiste* et rapportait, de façon à peu près identique, les mêmes faits (1).

Enfin, le dernier numéro de *Liberté* publiait un article de Louis Lecoin, dont l'action en faveur du statut est en toutes les mémoires. Pas rassurant du tout. Il y exprimait ses craintes, proclamant des torts réciproques, tout en stigmatisant les dirigeants « ...faits pour commander des automates et non habilités pour assumer la tâche délicate de conduire et de guider des objecteurs de conscience. » L'article se terminait néanmoins sur l'espoir d'un arrangement raisonnable, qui est des plus souhaitables. Je joins ma faible protestation aux autres.

Car, enfin, que signifient ces tracasseries, ces brimades, ces violences vis à vis de jeunes garçons qui ont loyalement exposé leur répugnance pour la vie militaire et dont la loi a accepté, certes avec réticences, le point de vue.

Puisque l'armée est devenue quasi périmée de l'aveu même de ses tenants, que l'on ne sait quoi faire d'appelés trop nombreux, pourquoi garder le double de temps sous sa tutelle plus ou moins déguisée ceux qui détestent son genre de vie, qui pourtant leur est imposé. Pour mieux dépenser le produit de nos impôts ? Pour faire plaisir à M. Debré, l'homme aux 75 à 100 millions de Français, qui sera bien empoisonné quand se présenteront aux casernes le double des soldats inutiles d'aujourd'hui ?

SOYEZ LOGIQUES, MM. LES GOUVERNANTS !

Louis LOUVET.

---

(1) *Les gars de Brignoles auraient jeûné cinq jours pour appuyer l'action de ceux d'Uzès.*

Le prochain numéro paraîtra le 5 janvier 1966 sur trente-deux pages

CAMPAGNE POUR LA MUNICIPALISATION (1)

Transformation du régime de la propriété

La confiance que les hommes marquaient en la loi, au droit de propriété, est aujourd'hui ébranlée. Devant les injustices des lois et les abus du droit de propriété, bien des hommes, épris de justice, pensent qu'un équilibre nouveau apparaît nécessaire et que rien de définitivement durable ne peut s'établir sur la spoliation, même si elle est reconnue par la loi, les usages, les coutumes, les conformismes. L'évolution contemporaine fait pression sur le Code civil qui apparaît comme le dernier bastion, interdisant le droit de tous à la liberté.

Insensiblement, bien à contrecœur, l'Etat s'est trouvé dans l'obligation de temporiser, d'apporter moins de rigueur dans les textes de l'exploitation du faible par le plus fort. L'égalité s'achemine, bien lentement, dans les rapports qui doivent exister entre les hommes. C'est ainsi que, depuis la fin de la guerre 1939-1945, dans le préambule de la Constitution, il est précisé : « Tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national, ou d'un monopole de fait, *doit devenir la propriété de la collectivité.* » En 1945, ce principe autorisa la nationalisation des usines Renault, des banques, des houillères, etc. Les lois sur les loyers interdisent le monopole du propriétaire à donner la préférence à un locataire de son choix. La location devient, de ce fait, un service public (ordonnance des 28 juin et 11 octobre 1945). Le commerçant dont le bail arrive à expiration est assuré du renouvellement de celui-ci (loi de 1926). Le fermier a vu ses droits reconnus face aux prétentions du propriétaire (statut du fermage du 13 avril 1946).

Ainsi, insensiblement, le droit abusif de la propriété s'effrite du fait qu'il est le droit à la pratique de l'injus-

---

(1) *Le présent article fait suite à celui paru dans le n° 128 de* Contre-courant, *sous le titre : « La Municipalisation ». Nous serions heureux que cette campagne que nous poursuivons grâce à* Contre-courant *qui veut bien insérer nos textes sur ce sujet, soulève, auprès des lecteurs, l'approbation, la critique ou la présentation d'arguments nouveaux, élevant ainsi un débat nécessaire. Que ceux qui veulent bien s'intéresser à cette propagande se mettent en rapports avec René Villard, 17, rue Jouffroy-d'Albans, Lyon (9e), afin de constituer un groupement en faveur de la municipalisation.* Contre-courant, *qui, à juste titre, est dénommé le « périodique de la question sociale », devient, une fois de plus, le propagateur d'une campagne autorisant une civilisation plus élevée.*

tice ; mais comprimer le droit de propriété personnel et privé au bénéfice du droit de propriété de l'Etat ne peut être une solution profitable aux travailleurs, aux exploités. Quand l'Etat devient propriétaire et gestionnaire de biens fonciers et immobiliers, il ne fait qu'accumuler des profits l'autorisant au financement de dépenses nuisibles à l'humanité.

Il apparaît que la municipalisation est une étape nécessaire à l'esprit de justice par l'utilisation profitable des biens au profit de tous. En reconnaissant la valeur de la propriété foncière et immobilière au jour de la municipalisation et en en réglant la valeur aux dépossédés, en faveur de la municipalité, par des titres productifs d'intérêts, on fixe, une fois pour toutes, le prix de la propriété, on en interdit les majorations spéculatives, on stabilise, en partie, l'économie. Par l'acquisition des titres de propriété, ou le remboursement fixé par des arrêtés municipaux, la municipalité devient, sous un temps plus ou moins long, l'unique propriétaire des biens fonciers et immobiliers situés sur le territoire de la commune. En lmitant par un pourcentage, déterminé d'une façon définitive, le droit d'imposition de l'Etat sur les perceptions locatives de la municipalité, on freine la soif de perception de celui-ci. En réservant à la commune le seul bénéfice du montant de ces perceptions locatives foncières et immobilières, situées sur son territoire, on autorise une amélioration de la vie communale de ses habitants. On investit le rapport des biens communaux dans des opérations utiles à la commune dont seront bénéficiaires tous les communaux.

La municipalisation, par sa création, supprime le principe et l'usage du crédit applicables à toutes les opérations foncières et immobilières. Le crédit n'est que le droit d'exploitation éhonté du capital qui s'enrichit, sans travail effectif, d'une situation injuste supportée par des malheureux ; cette vile spéculation prendra fin par la municipalisation. Chaque municipalité doit respecter l'engagement de ne faire subir aucune hausse locative dès la mise en pratique de la municipalisation, afin de stabiliser l'économie générale. Le montant des recettes locatives municipales doit permettre :

1° L'entretien des terres et locaux loués ;

2° L'entretien des chemins et accès de ces terres et locaux ;

3° Le règlement de tous les salariés dépendant de l'administration et du service de l'entretien des terres et locaux loués ;

4° Le financement d'un programme intensif de constructions afin de résorber la crise de l'habitat ;

5° Le rachat des titres de propriété présentés pour remboursement.

Le Ve Plan de la construction du gouvernement, qui doit tenir compte de la poussée démographique, estime que les besoins présents sont de 200.000 logements nou-

veaux par an, auxquels il faut ajouter 1,5 pour cent annuel de renouvellement de logements anciens, ce qui implique un complément de construction de 240.000 logements, et fait estimer le chiffre approximatif de constructions nouvelles à près de 500.000 logements par M. Maziol. L'accès à la propriété, en dix ans, d'un logement qui coûte trois fois les recettes annuelles d'un ménage, comprime abusivement la vie de celui-ci, qui se trouve dans l'obligation de pratiquer une économie sévère ne lui permettant plus de bénéficier des avantages du progrès. La location d'un logement neuf représente une charge de 25 pour cent de la recette du ménage, ce qui est abusif. Le taux de 10 pour cent admis par la Banque de France pour permettre l'accès à la propriété est une pénalité appliquée aux travailleurs modestes en faveur du capitalisme.

La municipalisation, par la création d'une Caisse Municipale de la construction, permettra de faire front aux besoins de constructions nouvelles, évitant les prétentions des organismes capitalistes qui s'enrichissent au mépris de toute justice. Cette caisse sera alimentée par le surcroît des recettes locatives sur les dépenses d'entretien locatif et par les habitants de la commune à celle-ci, par l'acquisition de titres de prêts communaux souscrits à un taux non abusif.

L'Etat, par son pouvoir despotique, a méprisé l'intérêt collectif au bénéfice d'intérêts particuliers. En tolérant des privilèges, en les protégeant par des lois, en ne répondant que dans l'absolue nécessité au besoin de justice de ses sujets, l'Etat tente de prolonger le règne de l'exploitation du pauvre par le riche. Son manque d'humanité oblige le spolié à revendiquer le droit de celui qui travaille la terre, le droit de celui qui travaillant dans la commune doit posséder un toit en cette commune, sans que cela constitue un revenu à l'injustice.

Le territoire communal appartient à la commune. « Des individus se sont emparés par ruse ou par violence de la terre commune et, s'en déclarant les possesseurs, ils ont établi par des lois qu'elle serait à jamais leur propriété, et que ce droit de propriété deviendrait la base de la constitution sociale, c'est-à-dire qu'il primerait et au besoin pourrait absorber tous les droits humains, même celui de vivre, s'il avait le malheur de se trouver en conflit avec le privilège du petit nombre » ; Auguste Blanqui (journal *Le Libérateur,* mars 1834).

Nous avons été habitués à entendre parler du droit sacré de la propriété supérieur à toute autorité sociale. Il y a là un point très grave. Si, d'autre part, on nous reconnaît la primauté du social, le droit de propriété devient un droit relatif, il n'est plus sacré et toutes les dispositions prises présentement en faveur de la propriété sont abusives.

Fin octobre 1965, M. Michel Debré, porte-parole de l'U.N.R., dans une déclaration à l'Assemblée Nationale,

réclamait la municipalisation du sol, faute de quoi, la construction de logements sociaux et l'exploitation d'industries nouvelles seraient perturbées. M. Mitterrand, candidat à la présidence de la République, lui aussi, dans une conférence faite à Lyon, début novembre 1965, accusait le gouvernement de s'être fait le complice de la spéculation sur les terrains et se déclarait partisan de la municipalisation des sols. Ainsi, sans distinction d'opinion politque, chacun sent très bien le besoin de s'orienter vers une transformation du droit de la propriété, et la municipalisation ainsi apparaît comme une nécessité.

L'état d'injustice quand il arrive à freiner l'évolution vers l'égalité et provoquer la compression des bienfaits possibles par le progrès, se condamne lui-même pour un temps plus ou moins long. Il appartient à tous ceux qui font confiance à un avenir de fraternité de préparer, sans heurts, le passage de l'exploitation abusive à la consommation égalitaire.

Il serait déraisonnable d'attendre d'un gouvernement quelconque qu'il prît lui-même l'initiative de la création de la municipalisation, mais il est raisonnable de faire campagne en faveur de cette nécessité pour assurer à tous, dans un avenir indéterminé, des jours meilleurs en se libérant de l'abus d'un droit qui est une insulte à la raison.

René VILLARD.

LIBRE-PENSEE. — Vendredi 17 décembre à 20 h 45, 10, rue de Lancry, *Conférence* de Perrodo-le-Moyne (ancien prêtre) sur : *L'Eglise devant l'homme moderne.* Appel est fait aux amis et sympathisants.

FOYER INDIVIDUALISTE D'ETUDES SOCIALES. — *Vendredi 17 décembre* à 20 h. 45 au Saint-Severin, 3, place Saint-Michel (métro : Saint-Michel) soirée récréative avec *Georges Pion* dans ses nouvelles chansons nonconformistes.

DIMANCHE 19 DECEMBRE à 14 H. 30

même salle, A. GAUSSEL du Laboratoire coopératif d'analyses et de recherches, de Gennevilliers, traitera du sujet suivant : ALIMENTS MIRACLES ET MIRAGES PUBLICITAIRES, conférence illustrée de projections sur la publicité abusive.

NOUS AVONS REÇU des « Forces libres de la Paix » et de la « Fédération anarchiste » des communiqués protestant contre le sort fait aux objecteurs de conscience. Il en est tenu compte dans l'éditorial intitulé : *Ce qu'il faut dire.*

JAMAIS PLUS HIROSHIMA ! — Le docteur R. Vialletel nous prie d'annoncer la parution d'une plaquette sur les aspects historique, scientifique, médical de cette évitable apocalypse, qui sera dotée d'un avant-propos de Jean Rostand. *En souscription :* l'ex. 1 F 30 (6 ex. pour 6 F) chez le docteur *R. Vialletel,* CCP. 1355-13 Nancy.

PARTIS ET LIBRE PENSÉE

Le numéro 127 a été, exceptionnellement, réservé au compte rendu du congrès de la libre pensée. Largement diffusé il a surpris les uns, mécontenté certains, reçu l'approbation d'un grand nombre, provoqué la discussion à Nancy, seul écho que nous ayons eu des milieux libres penseurs. La lettre suivante, la réponse de Labrégère et un commentaire de la rédaction du journal donneront à penser aux uns et aux autres.

Paris, le 31 octobre 1965

Citoyen Louis Louvet,
Rédacteur en chef de Contre-courant

Mon bien cher Camarade,

C'est avec un très grand intérêt que j'ai lu dans le n° 127 de Contre-courant *la relation du Congrès de la Libre Pensée qui a eu lieu au mois d'août dernier à Grenoble.*

Je n'aurais pas jugé utile de vous faire part de mon point de vue si je n'avais trouvé dans votre compte rendu à cinq ou six reprises des attaques insidieuses, et disons peu fraternelles, vis à vis des partis politiques. qui, il faut bien en convenir, ne peuvent s'adresser qu'aux mouvements de gauche. Je pense que la Libre Pensée n'a pas la prétention de recruter parmi les adhérents du M.R.P. ou de l'U.N.R. ?

Je ne parlerai donc que de ce que je connais, et plus particulièrement de la mentalité qui existe au sein du parti socialiste S.F.I.O., auquel j'ai adhéré il y a vingt ans, et qu'ignorent — je ne dis pas que semblent ignorer — les cinq ou six intervenants au Congrès qui nous ont jeté la pierre. Au fait, les libres penseurs seraient-ils sectaires ou impartiaux ?

A la lecture de votre compte rendu, il apparaît donc que la Libre Pensée semble ficeler dans le même sac les cléricaux et les partis de gauche, car pour les uns « les deux mouvements ont une même organisation cléricale », pour les autres « les partis ne dénoncent pas le mensonge de l'Eglise » et enfin pour certains « nous ne créons pas des penseurs mais des militants ».

C'est aller très vite en besogne, et c'est aller surtout très vite dans la critique partisane, car si les citoyens qui ont avancé ces remarques militaient au sein du parti socialiste S.F.I.O., et en particulier au sein de la 14e Section S.F.I.O. de Paris, que je connais très, très bien, il n'y a aucun doute qu'ils se seraient abstenus de faire de pareilles déclarations qui ne font pas avancer l'unité des hommes et des femmes de gauche unis par les mêmes pensées, par le même idéal. Que la Libre Pensée critique et attaque les tenants du capitalisme, les défenseurs de

l'obscurantisme, les partisans de l'école libre, c'est son droit, et c'est son devoir ; mais que par des interventions qui sont pour le moins peu fraternelles, comme je le dis par ailleurs, elle lance ses flèches à l'encontre de militants qui défendent, avec plus ou moins de bonheur et d'adresse, je le reconnais très volontiers, un système qui glorifie la lutte des classes afin de mettre en place un régime qui donnerait à tous les hommes, et à toutes les femmes, le bonheur matériel auquel ils ont droit et qui, de plus, se fait le défenseur acharné de l'école laïque — et il y a mille preuves à présenter — je dis donc que l'action de ces militants libres penseurs est pour le moins maladroite voire injuste. Ce n'est pas ainsi qu'ils arriveront à créer le mouvement puissant auquel ils rêvent et que nous souhaitons tous.

Je voudrais aussi très rapidement leur dire que le parti socialiste S.F.I.O. n'est pas un parti monolithique comme ils semblent le croire, car, il n'y a aucun doute, leur affirmation vient de ce qu'ils ont puisé leur information dans des journaux ou des revues elles aussi affreusement partisanes, et surtout malintentionnés, mais qu'ils ne pourraient pas avancer s'ils étaient des militants, ou plutôt des adhérents de notre grand parti. Au sein du parti socialiste S.F.I.O. on peut tout dire, tout déclarer. On peut faire prévaloir son point de vue devant n'importe quel Congrès, on peut critiquer du haut de la tribune l'attitude de n'importe quel militant. Le culte de la personnalité n'existe pas. Je dis cela et je l'affirme à très haute voix parce que c'est la stricte vérité. Que l'on veuille bien me croire, ou que l'on veuille alors me donner un rendez-vous où il me sera possible d'apporter des milliers de preuves irréfutables. Le cléricalisme n'existe pas au sein de la S.F.I.O. où la critique est libre et totale, et on ne s'en prive pas, vous pouvez me croire.

On a ensuite avancé que nous n'avons pas dénoncé le visage libéral et mensonger dont l'Eglise semble faire preuve actuellement. Je serais ici tenté d'élever la voix, car affirmer de semblables choses relève, je crois, de la malhonnêteté. Je préciserai donc que l'hebdomadaire Démocratie 65, *qui est diffusé à 75.000 exemplaires environ, a publié toute une série d'articles très « appuyés », signés Roger Fajardie, sur la caricature qu'a été le Concile.*

De plus, l'agence de presse du parti a fait paraître à l'intention de tous les journaux fédéraux de province — il y en a une cinquantaine — plusieurs études portant sur le même sujet et qui ont été reprises un grand nombre de fois. Je préciserai en particulier que le Gers socialiste *l'a fait pendant quatre semaines consécutives. Au fait, une question : La Libre Pensée peut-elle se vanter d'avoir eu sur le même sujet la même audience, et un nombre de lecteurs aussi important ? Critiquer est facile surtout lorsque le lyrisme s'en mêle.*

Enfin nous ne créons pas de penseurs, paraît-il, mais des militants.

Une fois encore il ne m'est pas possible de laisser passer

une pareille affirmation qui relève d'une méconnaissance totale de nos structures. Que le citoyen Labrégère vienne faire un petit tour à la 14ᵉ Section S.F.I.O. de Paris, à la Fédération Socialiste S.F.I.O. des Jeunes de la Seine ou à l'Ecole du Jeune militant de la Cité Malesherbes, il verra que nous formons certes des militants destinés à lutter et à combattre comme le sont, je pense, les libres penseurs dans leur domaine, mais nous leur apprenons aussi à mieux comprendre les raisons et les buts de la lutte qui est la leur. Au sein de notre parti il n'y a pas de robots, il y a des hommes libres qui, armés des connaissances qu'ils acquièrent dans les sections ou dans les groupes d'études, attaquent la forteresse capitaliste qui protège les privilèges et les inégalités. Il y a en particulier à l'heure actuelle plus de 100 sections dans la Fédération de la Seine qui sont des lieux de discussion, d'affrontement entre les idées défendues par les camarades, d'étude des conditions sociales et matérielles actuelles où vivent les citoyens de notre pays, et d'étude aussi des projets et des moyens qui devraient être adoptés pour remédier à la politique réactionnaire qui nous gouverne présentement.

Je me permettrai maintenant, pour conclure, une petite remarque qui atteste et confirme ce que je viens de vous écrire. D'une statistique que j'ai faite en ce qui concerne les adhérents de la 14ᵉ Section S.F.I.O. de Paris, il ressort que 70 pour cent de ses membres qui sont décédés depuis dix ans ont eu des obsèques civiles. Cela démontre, je pense, que l'idée libre, la libre pensée, ont à l'intérieur de notre mouvement politique de gauche une audience qu'il est bien difficile de contester.

Ainsi donc, si je puis me permettre une remarque, voire un conseil, je répéterai ce que j'ai déjà dit à plusieurs reprises. Ce n'est pas en nous lançant des invectives ou des remarques désobligeantes entre mouvements situés à gauche par rapport à l'éventail politique ou philosophique actuel qui nous dirige que nous arriverons à constituer un front de lutte contre les forces rétrogrades et obscurantistes qui nous encerclent. Notre faiblesse vient de notre division, division entretenue par des citoyens qui s'obstinent à porter des œillères et qui ne font pas d'efforts pour s'informer sérieusement. Nous n'avons aucune crainte à avoir de la part des libres penseurs militant à l'intérieur de notre parti dans la mesure où ils défendent avec persuasion et avec intelligence leur point de vue, mais à la condition toutefois qu'ils respectent les opinions des camarades qui n'ont pas encore épousé leurs convictions. La section socialiste ne doit pas être un lieu où l'on défend exclusivement le point de vue de la Libre Pensée, mais j'avoue que de temps en temps il serait bien utile, bien nécessaire, qu'elle se fasse entendre. En particulier au moment des discussions sur les moyens à adopter pour défendre l'école laïque. La Libre Pensée est une forme de combat, le socialisme en est une autre.

Toutes deux luttent pour plus de beauté, de bonté, d'égalité, de vérité, de justice et de liberté. Alors, puisque rien

ne semble nous diviser, pourquoi ne pas penser à ce qui nous unit afin de ne plus avoir à lire dans les prochains comptes rendus de nos congrès des attaques du genre de celles que je viens de lire et qui ne sont nullement fondées. Croyez-moi, si les libres penseurs adhéraient à nos sections, et que les socialistes et hommes de gauche en fassent autant vis à vis des vôtres, ce serait une belle et puissante force. Est-ce impossible ?

Veuillez agréer, mon cher Camarade, l'assurance de mes sentiments socialistes et libres penseurs les plus sincères.

Renaud BERES.

BREVE REPONSE

Je suis heureux de la mise au point du citoyen R. Bérès. Tu me demandes, Louvet, d'y ajouter un modeste avis de militant ; je le fais volontiers et le plus rapidement possible.

Il y a d'excellentes et judicieuses remarques dans l'article de notre ami. Si le compte rendu de notre Congrès a pu laisser croire que les libres-penseurs critiquaient à plaisir les partis frères, il a dépassé son but et ses pensées profondes.

Je suis convaincu par raison et par expérience que les militants de base des partis de gauche combattent sincèrement contre l'obscurantisme et l'exploitation de l'homme par l'homme. S'ils sont parfois malhabiles, ne le sommes-nous pas nous-mêmes bien souvent ?

Lorsque j'ai dit, et je le maintiens, que les partis politiques formaient des militants et non des penseurs libres, c'est que tous les jours je dois réagir (pauvre provincial) pour qu'il en soit autrement. J'enregistre avec plaisir qu'il en serait différemment dans la Seine. Cela rejoint les traditions des cercles d'études socialistes qui apportaient une véritable « culture sociale » et qui laissaient une grande marge à l'esprit critique (et non de critique). Il est certain qu'il y a une *tendance* actuelle à négliger l'anticléricalisme et même à le déclarer dépassé.

On se laisse facilement endormir par les paroles doucereuses et la démagogie des progressistes chrétiens.

SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. — Comme tous les ans un calendrier est édité au bénéfice de l'organisation qui soutient les victimes et leurs familles aux prises avec la répression. Celui de 1966 est consacré à la mer ; il comportera douze marines, scènes et paysages marins de pays divers. La couverture, belle trichromie, reproduit un tableau de Del Duca, et le texte est rédigé cette année par Vicente Artès. A la demande de certaines sections de S.I.A. seront consignés chaque mois tous les phénomènes stellaires. Envoi de l'exemplaire contre 3 F 50 à *Conseil national de* S.I.A., 85, rue de la Concorde, 31, Toulouse, Ccp S.I.A. 1230-50 Toulouse.

Bien souvent nos militants se trouvent doublés au sein des syndicats et des partis par des militants éduqués qui viennent de centres de formation chrétiens. Nos critiques des méthodes des partis sont fraternelles même si elles sont directes comme nous avons l'habitude de les faire. Qu'il soit bien entendu — en ma conclusion — que notre but est d'unir et non de diviser notre famille idéologique.

S'il apparaissait dans nos paroles ou écrits qu'il en soit autrement — je le dis en toute loyauté — la discussion objective et les mises au point s'imposeraient. Y ai-je réussi aujourd'hui ?

René LABREGERE.

ENCORE UN MOT

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas ici, il ne saurait s'agir, d'une glorification du parti socialiste S.F.I.O. auquel l'animateur du journal n'appartient pas, pas plus qu'il n'appartient ou n'a appartenu à aucun autre. Il s'agit d'un exposé, provoqué par la lecture d'un récent numéro de *Contre-courant,* de la part d'un militant socialiste — connu et estimé — qui a cru déceler dans un compte rendu de congrès une critique contre son parti.

Ce dernier est ce qu'il est et, comme toute association, sujet à critiques. Dans la circonstance la relation de l'ambiance qui règne au groupe parisien du 14ᵉ arrondissement est exacte, on peut en porter témoignage. Cette longue protestation a permis à notre ami René Labrégère de préciser une réflexion émise à Grenoble qui avait été soit mal comprise soit mal transcrite. L'échange d'idées est donc bénéfique même si, par endroits, l' « explosion » amicale de Bérès tourne à l'apologie d'une organisation qui est sienne.

C'est à mon avis, une attitude tout à l'honneur de notre journal (l'apologie se gagne) de permettre de telles confrontations sur un mode fraternel, que l'on aimerait rencontrer plus souvent ailleurs. L. L.

LA BREBIS EGAREE

Je suis la brebis égarée
Dans le champ de la vérité,
Loin de l'erreur démesurée
Et du mensonge illimité.

Vous croyez peut-être que j'erre
Comme les exilés qui n'ont,
Au loin, sur la terre étrangère,
Plus de refuge et plus de nom ?

Vous vous trompez ! Ma solitude
Ne ressemble pas à la nuit.
Sur sa pureté parfois rude,
Un souffle passe, un astre luit.

Je n'ai pas pris la route immense
Qui conduit la foule à ses dieux,
Mais le sentier sans importance
Où l'on est moins, où l'on est mieux.

Je suis la brebis égarée
Dans le champ de la liberté,
Loin de la contrainte abhorrée
Et loin du pouvoir détesté !

P.-V. BERTHIER.
(Novembre 1965.)

AU FIL DES JOURS

SOUS LE PROJECTEUR

Le fisc au service de la Banque. — En s'emparant de 50 pour cent des bénéfices industriels et commerciaux, l'Etat réduit les marges d'autofinancement des entreprises, ce qui dirige ces dernières vers le crédit bancaire.

L'argent des Caisses d'Epargne. — « Assurez vos vieux jours. » Limités à 1 million d'AF par livret, les dépôts ne risquent donc pas de procurer plus de 30.000 AF de rentes à l'intéressé, soit 25 fr. par mois ! Mais, durant ce temps, grâce à cette collecte des petites épargnes investies en travaux *confiés à des entreprises privées,* profits et tantièmes vont alimenter généreusement d'autres cagnottes.

Pourquoi, après tout, les épargnants *qui fournissent les fonds* ne revendiqueraient-ils pas la copropriété, avec les

dividendes y afférents, de toutes les sociétés ou holdings créés et financés par la Caisse des Dépôts et Consignations ?

La pollution de l'atmosphère. — Chauffage urbain collectif, application des piles à combustibles à la traction électrique des véhicules, dépoussiérage électrostatique, toutes ces techniques, parfaitement au point, sont de nature à assainir l'atmosphère polluée des villes. Cependant, à dires de financiers, il est bien plus important d'assurer la stabilité et la gloire monétaires que de préserver notre santé.

L'austérité. — L'austérité pour *qui ?* Ici, les conseilleurs ne sont pas les payeurs et tel administrateur qui émarge à quelque 24 millions de tantièmes peut discourir à son aise de la nécessité d'une « austère discipline » !

Millions de chômeurs, milliards de journées perdues. — Un million d'Anglais ont été chômeurs pendant vingt ans, 4 milliards de journées de travail ayant été ainsi perdues. Des économistes se préoccupent d'estimer l'importance des réalisations mort-nées de ce fait. Ajoutons-y 11 millions d'Américains en chômage de 1930 à 1939 et 5 millions de 1953 à 1956, soit encore une trentaine de milliards de journées également perdues. Sachant d'autre part que des centaines d'esclaves-robots multiplient l'efficacité de chaque travailleur, comment ne pas éprouver quelque vertige à imaginer l'ampleur des travaux utiles qu'il eût été possible d'accomplir, si d'autres usages monétaires avaient permis de distribuer des revenus à toute cette main-d'œuvre ?

Trop de vieillards ? — Si le nombre des assistés a doublé depuis un siècle, dans quelle proportion la production a-t-elle accru sa capacité ? Fait-on si mauvais usage des milliards d'esclaves mis en œuvre pas nos sources d'énergie ? La France, on nous le répète, peut nourrir une population de 100 millions d'habitants. L'odieux rationnement imposé aujourd'hui à quelques millions de vieux n'est dû qu'à la malfaisance d'un système financier, à l'économie de marché, à ses usages monétaires.

Le big business. — Un scénario en trois actes : 1° *Ford* vend ses actions et investit leur produit dans de nouvelles usines en Californie destinées à construire des éléments de fusée. 2° *M. MacNamara,* président de la *Ford and C°,* est nommé ministre des armées. 3° Le gouvernement américain passe commande pour un milliard de dollars de fusées. Epilogue : *M. MacNamara* reprend son poste à la *Ford and C°.*

Henri MULLER.

PANORAMA DU MONDE

Le dimanche 28 novembre à 15 h., des amis se réunissaient dans une salle sur les boulevards, à Paris, pour honorer la mort du militant bulgare Georges Getchev. Nous donnons, aujourd'hui, le début de la conférence, prononcée par Balkanski, dont nous poursuivrons sur plusieurs numéros l'intéressant développement. Ce serait pourtant trahir l'intérêt de cette réunion que d'en passer sous silence l'exorde fait de quelques poèmes de l'auteur commémoré, récités en bulgare, puis dans leur traduction française. Ci-dessous l'un d'entre eux intitulé : A mon fils :

Tu grandis et deviens déjà homme, mon fils ;
Tu t'affermis et dans le rêve, et dans le travail,
Trempé dans la hardiesse bouillonnante de la
[jeunesse.
Et voilà, sous peu — dans un an —
Tu seras peut-être soldat !
La foi irréductible étincelle de tes yeux
— Foi en un avenir lumineux ;
Une puissance turbulente
De création et d'exploits chante en toi :
Pris entièrement par la lutte des masses
Aspirant à la liberté,
Epris d'amour à la joie de la vie.
Ton désir ardent est la paix...
Mais, voilà, sombre et sinistre,
De nouveau s'élève, sans pitié,
La terrible menace de la guerre.
Tu vois : des ruines noires germent en Corée,
Des flots de sang inondent le Vietnam...

Tu grandis et deviens déjà homme, mon fils,
Et si telle est la loi du destin séculaire,
Tu seras
Peut-être
Soldat.
Sois un soldat, sois un lutteur,
Mais sois un combattant de la paix !

Rappelle-toi : les peuples, tous, sont frères
D'une famille paisible et nombreuse,
Que des pillards lugubres s'apprêtent
De nouveau à immerger dans le sang
Et à faire sombrer sous les cendres des ruines.
Rappelle-toi : les peuples ont la force
Pour barrer la route à la catastrophe,

Et sur les os et les ruines
Construire un monde magnifique...
Sois un soldat, sois un lutteur,
Mais sois un combattant
De la paix !

A PROPOS DE GEORGES GETCHEV
(20 avril 1897-28 août 1965)

COURT HISTORIQUE DU MOUVEMENT BULGARE

LE 28 août 1965 mourait à Sofia Georges Getchev : poète révolutionnaire, écrivain et journaliste talentueux, vieux militant libertaire. Son œuvre culturelle, sa vie exemplaire d'antifasciste et de lutteur infatigable pour la justice sociale et la fidélité à son idéal libertaire méritent hautement l'hommage que nous venons lui témoigner. Mais, s'il s'agissait d'une simple commémoration, peut-être nous ne vous aurions pas invités à cette réunion. Comme tous les libertaires, comme tous les libres-penseurs, les libertaires bulgares ne donnent pas non plus, à l'estime affectueuse à leurs amis disparus le caractère d'un culte aux morts. Mais, dans les conditions de nos luttes et de notre existence particulière de militants libertaires et surtout dans les circonstances actuelles, toute commémoration fait partie de notre combat. La tombe de l'un des nôtres est pour nous une barricade. Telle est la signification de cette réunion.

L'œuvre, les combats, la vie et la mort de notre ami regretté sont inséparables d'une longue, dure et glorieuse histoire de luttes révolutionnaires, d'une chaîne de combats qui continuent encore et ne s'arrêteront qu'au jour de la victoire complète. C'est pour cette raison que nous ne saurions présenter l'œuvre et relater la vie de Getchev sans donner un bref aperçu historique du mouvement auquel il appartenait et scruter le tableau de la réalité actuelle, ainsi que de la situation dans laquelle son combat, notre combat, celui des jeunes qui viennent à sa relève, se déroule.

La Bulgarie est un petit pays : 110 000 km carrés et 8 millions d'habitants. Dans son existence mouvementée, durant 13 siècles, le peuple bulgare connut cinq siècles de domination turque qui prit fin il y a à peine 90 ans (en 1878). L'histoire du mouvement libertaire date à peu près d'un siècle. Schématiquement et assez arbitrairement, le développement des idées et du mouvement libertaire en Bulgarie pourrait être représenté par les activités, les luttes et la vie de *six générations,* ce dernier terme pris moins dans son sens biologique que dans sa signification sociologique.

Le représentant le plus notoire de *la première génération — les précurseurs —* est le grand poète révolutionnaire et héros national *Christo Botev* (1848-1876). Il adhéra aux idées libertaires sous l'influence directe des

révolutionnaires russes, dont Sergueï Netchaev et Bakounine et de la Première Internationale, de la Fédération Jurassienne en particulier, dont il recevait et lisait régulièrement le « Bulletin » et d'autres éditions. Botev tomba, à l'âge de 28 ans, dans la lutte révolutionnaire pour la libération nationale, en 1876, un mois avant la mort de son maître, Michel Bakounine, en nous léguant un œuvre important et un exemple d'héroïsme dont s'inspireront toutes les générations postérieures.

Après la libération nationale, *la deuxième génération libertaire* — celle des *éducateurs, des syndicalistes et des révolutionnaires nationaux* — se distingue par ces quelques noms qui laissèrent des traces profondes dans l'histoire sociale, révolutionnaire et culturelle du pays : Spiro Goulaptchev (1852-1918), Nicolas Stoïnov (1862-1963), Pareskef Stoyanov (1871-1941), Varban Kilifarski (1879-1923), Michel Guerdjikov (1877-1947).

Gouleptchev fut l'homme qui, le premier, introduisit les idées socialistes et forma les premiers groupes de propagande en Bulgarie. Il représentait le courant essentiellement éducateur du mouvement libertaire bulgare. Le Dr Pareskef Stoyanov appartenait au même courant. Professeur de chirurgie à la Faculté de médecine de Sofia, il participa toute sa vie aux activités du mouvement libertaire national et international, maintenant des rapports personnels avec Kropotkine, Grave, Malatesta, Merlino, etc. Il nous a laissé une précieuse collection de correspondances, plus de 800 lettres inédites, que nous gardons bien, mais malheureusement ne pouvons pas encore faire sortir de Bulgarie, où elle risque de disparaître. L'œuvre et la vie de Nicolas Stoïnov — notre centenaire — qui avec Varban Kilifarski représentent mieux que tout autre le courant éducateur et syndicaliste du mouvement sont bien connues ou pourraient l'être par la lecture du livre que « Notre Route » a publié, il y a deux ans.

Une autre activité de cette deuxième génération est encore moins connue à l'étranger — les luttes révolutionnaires pour la libération nationale des Macédoniens. Nous nous proposons de la présenter dans un ouvrage qui est en préparation. Plus d'une cinquantaine de militants libertaires de valeur s'y consacrèrent, la plupart y sacrifiant leur vie. Kilifarski — l'éducateur et le syndicaliste — y participa également dans sa jeunesse. Mais c'est surtout Guerdjikov, devenu héros national, officiellement reconnu et même honoré, qui symbolise cette activité. De cette génération de révolutionnaires nationaux il n'en reste plus qu'un seul en vie (il approche de sa 90e année). Son rôle dans ce mouvement ne fut pas de moindre importance. Nous disposons de ses Mémoires inédits — 1 000 pages dactylographiées — toute une bibliothèque, où tous les acteurs de notre vie politique et de la révolution nationale sont présentés, leur comportement expliqué et plusieurs faits importants révélés.

(à suivre)

G. BALKANSKY.

Opinions et dialogues

« INGOUVERNABLES »

Misan. — *Alors mon cher Philo, on vote, on vote...*

Philo. — *Blaguez tant que vous voudrez mais essayez tout d'abord de trouver un biais rationnel, fraternel et réalisable pour coordonner pacifiquement et avantageusement les milliards d'humains de la planète divisés par leur sectarisme, leurs préjugés, leurs croyances, leur esprit de profit, leur agressivité, etc.*

Misan. — *Bah ! les prophètes ne manquent point ni les thaumaturges sociaux, pas plus que les meneurs de peuples. Quel est le tribun qui ne se croit apte à résoudre les difficultés sociales et individuelles et même internationales.*

Philo. — *C'est exact ; tous les chefs de parti simplifient le problème à l'excès et taillant, rognant, déformant, triturant à leur façon l'exubérance vitale et conquérante de leurs semblables, imaginent des solutions simplistes ne tenant aucun compte de leurs divergences ni d'une impossibilité d'accord entre des intérêts opposés.*

Misan. — *Bien sûr, l'élection de Machin ou de Chose ne change rien aux difficultés dont vous me parlez, et cela me rappelle les grenouilles du sensé La Fontaine, mais laissons ces grenouilles à deux pattes et regardons les difficultés de coordination de tous ces intérêts se contrariant les uns les autres. Voyez-vous une solution efficace pour satisfaire tous ces appétits se contrecarrant mutuellement ?*

Philo. — *Sincèrement non, tout au moins présentement, et le mot gouverner, qui peut être pris dans des sens très différents, mais que nous pouvons entendre ici dans le sens de gérer et d'harmoniser les activités sociales, me paraît, en la circonstance, dénué de toute réalité, car on ne peut associer des intérêts diamétralement opposés. Et toute l'astuce des politiciens consiste tout simplement à noyer le poisson. Autrement dit, vu les mœurs actuelles, toute affaire de gestion publique n'est qu'une jonglerie destinée à conserver la chèvre et le chou.*

Misan. — *Donc aucune solution satisfaisante, aucune gérance impartiale des affaires publiques, aucune possibilité de résoudre l'opposition des intérêts et, pour conclure, perpétuation des antagonismes de toute nature.*

Philo. — *C'est à peu près ça. D'ailleurs, il n'y a qu'à voir ce qui se passe sur notre globe pour constater le peu de fraternité de notre espèce. Croyez-vous que les favorisés du sort s'inquiètent de l'infortune des malchanceux ? Nous sommes toujours, et plus que jamais, à l'époque de la jungle et aucun peuple, je dis bien* aucun peuple, *n'a, jusqu'à présent, dépassé ce stade primitif, malgré des formules magico-sociales tonitruées à tous les échos.*

Misan. — *Vous renforcez mon pessimisme et je...*

Philo. — *Le pessimisme ne mène à rien, et, tous comptes faits, mieux vaut être ingouvernable que mani-*

pulé comme des pions sur un damier. On peut espérer des orientations libératrices chez les insatisfaits. Il est vain d'en attendre des autres.

Misan. — *Tout est donc pour le mieux !*

Philo. — *Non ! Mais c'est en cherchant, en proposant, en expérimentant librement de nouvelles formes d'organisation basées sur l'équivalence des efforts que les antagonismes disparaîtront. Quand les humains dépasseront le stade des privilèges particuliers pour atteindre celui de l'abondance généralisée, tous ces conflits disparaîtront naturellement. L'éducation du jugement peut permettre de déceler aisément les aptitudes des hommes capables de coordonner avantageusement les difficultés collectives issues de la divergence des idées et des tempéraments. Appelez cela de l'*autorité *si votre humeur chagrine s'irrite de cette nécessité, mais j'attends que vous me démontriez la possibilité d'une harmonisation quelconque des divergences humaines en dehors d'une certaine délégation d'action aux responsables sociaux.*

Misan. — *Bigre ! Mais votre âge d'or m'épouvante par anticipation !*

Philo. — *Il est aisé d'ironiser, mais si l'âge d'or n'a jamais été, jusqu'à présent, qu'un rêve et un désir, la sagesse et le génie humains peuvent en faire, avec le temps et au cours des siècles, une magnifique réalité. Et les rieurs en profiteront tout autant que ses véritables artisans.*

IXIGREC.

LIBRAIRIE SOCIALE

Contre-courant est spécialisé dans la littérature sociale. Les volumes et plaquettes proposés à ses lecteurs proviennent d'anciennes éditions ou de fonds disparus acquis autrefois. Aussi d'œuvres mis à sa disposition par les auteurs. Pour le reste, nous pouvons fournir tout ce qui se trouve dans le commerce, une coopérative de presse étant à notre portée pour toute fourniture.

COMMANDES et FONDS a adresser **nominalement** à Louis LOUVET : C.C.P. 880-87, Paris (7e), 24, rue Pierre-Leroux.

(Les prix s'entendent **franco de port.**)

SUITE AUX LISTES PRECEDENTES (Nos 126 à 128)

Olivesi A.: La Commune de 71 à Marseille.............. 6,70
Ory Georges : Analyse des origines chrétiennes.......... 4,90
Paillat Paul : Sociologie de la vieillesse 2,80
Palmero-Lantiéri : La philosophie par les textes 8,60
Patorni Aurèle : La grande retape 6,70
— Marianne à la curée 6,70
Pelloutier Fernand : Histoire des Bourses du Travail.... 25,70
Percin de Seilh Max : Pourquoi j'ai divorcé ? 4,00
Perdiguier Agricol : Mémoires d'un compagnon 4,40
Perrodo-le-Moyne : Prêtre j'ai choisi la liberté.......... 12,70
— Célibat ou mariage des prêtres 6,70
Peyronnec Magdeleine : J'ai été carmélite............... 8,70
Peyrou J. (ex-abbé) : Catéchisme neutre des catholiques. 4,60
Piaget Jean : Sagesse et illusions de la philosophie...... 12,70
Pichon Fr.: Histoire barbare des Français............... 25,45
Pignatel-Rivet : Chronique de la cour du roi Pétaud.... 5,00

Prat (abbé du) : Vénus dans le cloître (religieuse en chemise) 9,20
Procacci G.: Staline contre Trotsky (textes 1924-26).... 19,50
Proudhon P.-J.: Le principe fédératif 26,10
— Confessions d'un révolutionnaire 26,10
— Ecrits sur la religion 26,10
Reage Pauline : Histoire d'O. (érotisme int. aux mineurs. 24,70
Réalités africaines : Travailleurs africains en France.... 4,60
— Noirs aux U.S.A. vus p. les Africains 8,10
Reclus Elisée : Evolution, révolution et idéal anarchique. 10,70
Reclus Paul : Les frères Reclus (Elie et Elisée).......... 9,20
Reed John : 10 jours qui ébranlèrent le monde.......... 4,40
Renan Ernest : Vie de Jésus (broché) 14,90
— Vie de Jésus (relié) 21,10
— Souvenirs d'enfance et de jeunesse (br.). 9,70
— Souvenirs d'enfance et de jeunesse (relié) 17,60
Rennes Jacques : Syndicalisme français 7,60
— Clartés sur la Bible 8,70
— Procès de Pascal 8,70
Reno-Bajolais J.: Pourquoi mourir du cancer ? (1)...... 4,60
Respaut André : Sociologie fédéraliste libertaire 4,35
Revel J.-F.: La cabale des dévôts 3,60
— Pourquoi des philosophes ? 3,30
Rivarol : Mémoires (belle édition reliée cart.).......... 8,60
Robespierre Max.: Discours à la Convention 4,40
Robinet André : Jaurès 7,50
Rolland Romain : Antoinette 3,60
— Pages immortelles de J.-J. Rousseau. 7,90
Rossi A.: Autopsie du stalinisme 7,60
Rougerie : Le procès des communards 4,80
Rousseau J.-J.: Du contrat social 4,40
— Profession de foi du vicaire savoyard.. 3,60
Roussel Louis : Explication rationaliste de la Bible.... 12,70
Roz Firmin : Roosevelt (1) 4,30
Russel B.: Pourquoi je ne suis pas chrétien............. 3,70

(A suivre.)

AJOUTES AUX LISTES PARUES PRECEDEMMENT

Alem J.-P.: **Le Proche-Orient arabe....................... 2,80**
Chouraqui A.: **L'Etat d'Israël 2,80**
— Histoire du judaïsme 2,80
Etudes critiques : **La radiesthésie, fausse science........ 2,60**

(suite page 24)

(1) *Volume neuf non coupé vendu en dessous du prix réel.*

DU COTE DU LIBRAIRE

NOUS RECHERCHONS pour satisfaire quelques-uns de nos lecteurs : Tout livre d'Henry Thoreau (en français) *Désobéir, Walden, Henri Thoreau, sauvage,* etc. Pour un travail sur le communisme : de Victor Serge (cinq titres) *Lénine 1917, Vie des révolutionnaires, 16 fusillés, Après le 30 juin de Staline* (dossier des fusilleurs), *Les anarchistes et l'expérience de la Révolution russe ;* d'Archinoff : *Histoire du mouvement makhnoviste ;* d'E. Goldman : *Les bolcheviks et la Révolution russe ;* d'A. Bergman : *La Révolution russe et le parti communiste.* Faire offres au journal.

Etudiants communistes : Face aux grands problèmes.... 3,10
Fau Guy : La fable de Jésus-Christ.................. 15,10
— Une fille sauvage (roman pour jeunes)...... 12,70
Ferré M.: Mouvement syndicaliste chez les instituteurs. 10,70
Fischer Louis : Vie du mahatma Gandhi............... 13,20
Folman Michel Dr : Les impuissants de génie............ 4.90
France Anatole : L'Eglise et la République.............. 3,60
Friedmann G.: Esquisse psychologique des classes sociales 9,70
Hutin Serge : Les sociétés secrètes 2,80
Marc-Bonnet H.: La papauté contemporaine............ 2,80
Monteil V.: Les Arabes.................................. 2,80

CONTRE COURANT

LE PERIODIQUE DE LA QUESTION SOCIALE

Rédaction
Louis LOUVET
24-26, rue Pierre-Leroux
PARIS-7e

Téléphone : SEGUR 09-68

TARIF DES ABONNEMENTS

Abonnement simple. 10 f.
Abon. hors frontière. 11 f.

Les abonnements 1965 se terminent avec le présent numéro (129)

COLLECTIONS 1965 : Nous avons à disposition des collections complètes de cette année : 15 numéros plus *Les Preuves* (Le parlement aux mains des banques) de Rassinier. ENVOI FRANCO : 10 f.

Directeur de la publication : Louis LOUVET
Paris — Imp. La Ruche Ouvrière — 10, r. de Montmorency (3e)